



# **PRÉFET DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

Unité bi-départementale Calvados – Manche  
N/Réf : 2023.272

## **ARRETÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE PORTANT PROLONGATION DE L'EXPLOITATION ET MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX (ISDND) ET DE LA DÉCHETTERIE EXPLOITÉES PAR LA SOCIÉTÉ SUEZ RV NORMANDIE SUR LES COMMUNES DE BRETTEVILLE-LE-RABET, CAUVICOURT, GOUVIX ET URVILLE**

**LE PRÉFET DU CALVADOS,  
Chevalier de l'ordre national du mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L181-1 à L181-32 et R181-1 à D181-57 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN en qualité de préfet du Calvados ;

**Vu** le décret du Président de la République du 22 juillet 2022 portant nomination de Madame Florence BESSY en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Calvados ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**Vu** les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement pour les rubriques 2760-3 et 2910-B-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et du régime de déclaration pour les rubriques n° 2791, 2710-1, 2710-2 et 2921-1b ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 autorisant la poursuite de l'exploitation sur la zone « Aucrais II » par la société SITA FD et les arrêtés complémentaires du 22 octobre 2009, 6 décembre 2010, 19 février 2013, 4 septembre 2014, 3 juillet 2015 et 4 décembre 2019 ;

**Vu** le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par la société SUEZ RV NORMANDIE le 20 avril 2021 et les compléments transmis ensuite sur demande du service instructeur ;

**Vu** les avis rendus au cours de la phase d'examen par l'agence régionale de santé (ARS) de Normandie, par la commission locale de l'eau du SAGE Orne aval – Seules, par la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) du Calvados, par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Calvados, et par la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de Normandie ;

**Vu** les éléments complémentaires transmis par la société SUEZ RV NORMANDIE le 17 mars 2022 ;

**Vu** l'avis de la Région Normandie, relatif à la conformité de la demande du pétitionnaire au schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Normandie, en date du 21 mars 2022 ;

**Vu** l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) en date du 17 mai 2022 ;

**Vu** le rapport de fin de phase d'examen de l'inspection des installations classées, daté du 19 septembre 2022 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2022 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 3 janvier 2023 au 1<sup>er</sup> février 2023 ;

**Vu** les observations présentées lors de l'enquête publique et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 1<sup>er</sup> mars 2023 ;

**Vu** les avis émis par les conseils municipaux de Cauvicourt, Gouvix, Grainville-Langannerie, Saint-Germain-le-Vasson et Saint-Sylvain ;

**Vu** l'avis émis par la communauté de communes Cingal – Suisse Normande ;

**Vu** les observations transmises les 13 et 16 mars 2023 par le porteur de projet sur les conclusions de l'enquête publique ;

**Vu** le rapport de fin d'instruction de l'inspection des installations classées du 19 avril 2023 ;

**Vu** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) du Calvados en date du 4 mai 2023, au cours duquel le pétitionnaire a été entendu ;

**Vu** les observations formulées par la société Suez RV Normandie le 9 mai 2023 ;

**Considérant ce qui suit :**

- que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;
- que la demande d'autorisation environnementale susvisée, visant à permettre à la société SUEZ RV NORMANDIE d'exploiter les installations susmentionnées sur les communes de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt, Gouvix et Urville, permettent de satisfaire aux obligations définies dans le code de l'environnement ;
- que les enjeux du projet, développés au travers d'une analyse des impacts et des dangers susceptibles de survenir du fait de l'exploitation de ce type d'activité, ont été pris en compte par le pétitionnaire en vue de préserver les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement susvisé ;
- que les mesures prévues par le présent arrêté tiennent compte des résultats des consultations menées et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la Préfecture du Calvados ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

La société SUEZ RV NORMANDIE est autorisée à poursuivre l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux et de la déchetterie situées sur les communes de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt, Gouvix et Urville.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mars 2005, modifié les 22 octobre 2009, 6 décembre 2010, 19 février 2013, 4 septembre 2014, 3 juillet 2015 et 4 décembre 2019, est complété ou modifié par les dispositions des articles 2 à 13 du présent arrêté.

## **ARTICLE 2 : Installations autorisées**

Le tableau figurant à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

N° de rubrique	Activités concernées	Régime (*)	Éléments caractéristiques
3540	Installation de stockage de déchets	A	cf. rubrique 2760
2760-2	Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)	A	<p>a) Déchets non dangereux Capacité maximale annuelle : - 265 000 t/an jusqu'au 31/12/2026, - 230 000 t/an du 01/01/2027 au 31/12/2029, - 200 000 t/an du 01/01/2030 au 31/12/2037.</p> <p>b) Déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante Capacité maximale annuelle : - 5 000 t/an.</p>
2760-3	Installation de stockage de déchets inertes (ISDI)	E	<p>Déchets inertes et terres faiblement polluées. Capacité maximale annuelle : - 30 000 t/an.</p>
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux.	D	<p>Traitement de lixiviats en provenance d'ISDND extérieures. Quantité de lixiviats traités inférieure à 10 tonnes / jour.</p>
2710-1	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets dangereux.	D	<p>Déchetterie Quantité totale de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation inférieure à 7 tonnes.</p>
2710-2	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets non dangereux.	D	<p>Déchetterie Quantité totale de déchets non dangereux susceptible d'être présente dans l'installation inférieure à 300 m³.</p>
2910-B-1	<p>Installation de combustion</p> <p>B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :</p> <p>1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW.</p>	E	<p>Moteur thermique de valorisation électrique du biogaz issu de l'ISDND, d'une puissance nominale de 1 413 kW.</p>

2921-1b	Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle.	D	Tour aéroréfrigérante de 1400 kW.
---------	---	---	-----------------------------------

- \* A: installations soumises à autorisation  
E : installations soumises à enregistrement  
D : installations soumises à déclaration

### **ARTICLE 3 : Durée de l'autorisation**

Le premier alinéa de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 susvisé est modifié comme suit :

« L'autorisation de recevoir des déchets dans l'installation de stockage est accordée jusqu'au 31 décembre 2037. Le réaménagement final de l'ensemble de la zone « Aucrais II » est inclus dans ce délai. »

### **ARTICLE 4 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables :**

Après l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 susvisé, il est ajouté un nouvel article 2.4 rédigé comme suit :

« Les prescriptions des arrêtés ministériels ci-après sont applicables dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions particulières définies par le présent arrêté préfectoral :

- arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2791 ;
- arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 ;
- arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 ;
- arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2910.
- arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921.

### **ARTICLE 5 : Nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA)**

Après l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 susvisé, il est ajouté un nouvel article 2.5 rédigé comme suit :

« Les installations autorisées par le présent arrêté relèvent également du régime de l'autorisation au titre de la rubrique suivante de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) :

2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 20 hectares.	Régime A
---------	---	----------

## **ARTICLE 6 : Garanties financières**

A l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 susvisé, le tableau des montants de garanties financières retenues pour le site « Aucrais II » est remplacé par le tableau suivant :

Période (années d'exploitation / années calendaires)	Etat du site « Aucrais II »	Montant des garanties financières pour le site « Aucrais II » en euros HT	Montant des garanties financières pour le site « Aucrais II » en euros TTC
16-18 / 2021-2023	Exploitation	4 798 910,40 €	5 758 692,48 €
19-21 / 2024-2026	Exploitation	4 882 367,30 €	5 858 840,76 €
22-24 / 2027-2029	Exploitation	4 707 538,93 €	5 649 046,72 €
25-27 / 2030-2032	Exploitation	4 533 027,94 €	5 439 633,53 €
28-30 / 2033-2035	Exploitation	4 600 285,94 €	5 520 343,12 €
31-33 / 2036-2038	Exploitation et début de post-exploitation	4 601 061,50 €	5 521 273,79 €
34-36 / 2039-2041	Post-exploitation	2 363 315,67 €	2 835 978,80 €
37-39 / 2042-2044	Post-exploitation	2 363 315,67 €	2 835 978,80 €
40-42 / 2045-2047	Post-exploitation	1 648 360,11 €	1 978 032,13 €
43-45 / 2048-2050	Post-exploitation	1 604 670,31 €	1 925 604,37 €
46-48 / 2051-2053	Post-exploitation	1 604 670,31 €	1 925 604,37 €
49-51 / 2054-2056	Post-exploitation	1 547 473,87 €	1 856 968,64 €
52-54 / 2057-2059	Post-exploitation	1 417 989,40 €	1 701 587,28 €
55-57 / 2060-2062	Post-exploitation	1 332 194,74 €	1 598 633,69 €
58-60 / 2063-2065	Post-exploitation	1 246 400,07 €	1 495 680,08 €
61-63 / 2066-2067	Post-exploitation	1 116 915,60 €	1 340 298,72 €

(montant total des garanties à constituer sur la base de l'indice TP01 de janvier 2023 égal à 128,0 et d'une TVA de 20 %)

## **ARTICLE 7 : Capacité de l'installation**

Le premier alinéa de l'article 20 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 susvisé est modifié comme suit :

« La capacité annuelle de stockage de déchets est limitée aux valeurs maximales suivantes :

- pour les déchets ultimes non dangereux :
  - 265 000 tonnes par an jusqu'au 31 décembre 2026 ;
  - 230 000 tonnes par an du 1<sup>er</sup> janvier 2027 au 31 décembre 2029 ;
  - 200 000 tonnes par an du 1<sup>er</sup> janvier 2030 au 31 décembre 2037 ;
  - à ces tonnages s'ajoute une capacité dite de « réserve » de 30 000 tonnes maximum par an, mobilisable uniquement en cas de situation exceptionnelle, d'urgence ou d'absence de solution alternative, et sous réserve de validation préalable par les services de l'État ;
- pour les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante : 5 000 tonnes par an (non compris dans la capacité de déchets ultimes non dangereux) ;
- pour les déchets inertes et terres faiblement polluées : 30 000 tonnes par an (non compris dans la capacité de déchets ultimes non dangereux).

La quantité de lixiviats provenant d'installations extérieures et traités sur l'installation est limitée à une capacité maximale de traitement strictement inférieure à 10 tonnes par jour. »

## **ARTICLE 8 : Origine géographique des déchets admis**

L'article 21.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les déchets admis sur l'installation de stockage proviennent exclusivement des zones géographiques définies ci-après :

- pour les encombrants de déchetterie et les ordures ménagères résiduelles : Calvados et départements limitrophes ;
- pour les déchets ultimes non dangereux issus d'activités économiques (y compris les lixiviats à traiter en provenance d'installations extérieures) : Normandie et régions limitrophes ;
- pour les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante : Normandie et régions limitrophes ;
- pour les déchets inertes et terres faiblement polluées : Normandie et régions limitrophes. »

## **ARTICLE 9 : Déchets admissibles**

L'article 21.2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 susvisé est modifié comme suit :

« À l'exception des déchets mentionnés au troisième alinéa du présent article, seuls les déchets non dangereux, et ultimes au sens de l'article L. 541-2-1 du code de l'environnement, sont acceptés dans l'installation de stockage dite « Aucrais II ».

Les lixiviats provenant d'installations de stockage extérieures sont considérés comme des déchets non dangereux ultimes et peuvent être admis sur le site autorisé par le présent arrêté aux seules fins d'être traités par l'installation de traitement dédiée. L'exploitant dispose d'une analyse démontrant que, pour chaque lot de lixiviats, ceux-ci peuvent bien être classés selon le code déchet 19 07 03.

Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, identifiés sous le code déchet 17 06 05\*, bien que considérés comme déchets dangereux, peuvent être admis dans le casier mono-déchets dédié, autorisé par le présent arrêté.

Pour être admis dans le casier dédié aux terres faiblement polluées, les déchets doivent être assimilés à des « terres et sédiments » et respecter des valeurs limites après un test de lixiviation au maximum égales à 3 fois les valeurs limites définies à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. La valeur limite relative au carbone organique total (COT) est quant à elle limitée à 2 fois la valeur limite définie à l'annexe II du même arrêté ministériel. L'exploitant est en mesure de justifier des résultats d'analyse de tous les lots admis. »

Les annexes 1 (déchets admissibles) et 2 (déchets interdits) de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 susvisé sont supprimées.

## **ARTICLE 10 : Point bas du fond de forme des casiers**

À l'article 22.4 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 susvisé, la prescription « Le point bas du fond de forme a une altitude supérieure ou égale à la cote + 97,27 m NGF. » est remplacée par la prescription suivante :

« Le point bas du fond de forme a une altitude supérieure ou égale à la cote + 95,0 m NGF, pour les casiers mis en service postérieurement au 1<sup>er</sup> juillet 2023. »

## **ARTICLE 11 : Casier de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante**

L'article 23.6 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 susvisé est intégralement remplacé par les dispositions suivantes :

« Un casier de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante est implanté en surplomb du casier de stockage n° 4E de la zone de stockage « Aucrais II ».

Pour permettre l'aménagement de ce casier, la côte maximale de déchets non dangereux atteinte au niveau du casier n° 4E est limitée à + 124,0 m NGF. Le profil de réaménagement final du dôme de déchets n'est pas modifié par la mise en place de ce casier.

Le casier de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante présente une superficie maximale de 5 350 m<sup>2</sup> et une capacité estimée à 21 000 m<sup>3</sup> (hors matériaux de recouvrement) soit environ 36 000 tonnes de déchets.

Les eaux superficielles ruisselant au niveau de ce casier sont dirigées vers un point bas puis pompées au niveau du bassin 2BT3.

L'exploitant est tenu de respecter l'ensemble des dispositions spécifiques aux casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, définies aux articles 39 à 45 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

En particulier, une mesure de fibres d'amiante dans le bassin 2BT3 est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. Une première mesure « T0 » doit être effectuée avant l'apport des premiers déchets contenant de l'amiante. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.

L'exploitation de ce casier est en outre autorisée dans les conditions prévues par le présent arrêté préfectoral en termes de tonnages annuels autorisés (article 20), de provenance géographique des déchets apportés (article 21.1), de types de déchets admissibles (article 21.2), et pour une durée d'exploitation identique à celle de l'installation de stockage de déchets non dangereux (31 décembre 2037, remise en état incluse).

L'aménagement, l'exploitation et la remise en état de ce casier doivent également être réalisés conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par l'exploitant le 20 avril 2021 et complété le 17 mars 2022. »

#### **ARTICLE 12 : Casier de terres faiblement polluées**

Après l'article 23.6 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 susvisé, il est ajouté un nouvel article 23.7 rédigé comme suit :

« Un casier dédié au stockage de terre faiblement polluées est implanté à l'extrémité nord de la zone de stockage « Aucrais II ».

Ce casier présente en fond de forme une superficie maximale de 2 600 m<sup>2</sup>, pour une capacité de stockage estimée à 123 500 m<sup>3</sup>. La côte de fond de forme est supérieure ou égale à + 95,0 m NGF. Le profil de réaménagement final du dôme de déchets n'est pas modifié par la mise en place de ce casier.

L'exploitant est tenu de respecter l'ensemble des dispositions spécifiques aux casiers dédiés au stockage de déchets inertes, prescrites par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitation de ce casier est en outre autorisée dans les conditions prévues par le présent arrêté préfectoral en termes de tonnages annuels autorisés (article 20), de provenance géographique des déchets apportés (article 21.1), de types de déchets admissibles (article 21.2), et pour une durée d'exploitation

identique à celle de l'installation de stockage de déchets non dangereux (31 décembre 2037, remise en état incluse).

L'aménagement, l'exploitation et la remise en état de ce casier doivent également être réalisés conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par l'exploitant le 20 avril 2021 et complété le 17 mars 2022. »

### **ARTICLE 13 : Intégration paysagère à l'issue de l'exploitation**

Après l'article 25.5 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 susvisé, il est ajouté un nouvel article 25.6 rédigé comme suit :

« À l'issue de la phase d'exploitation et dans le cadre du réaménagement final de la zone « Aucrais II », des plantations destinées à assurer l'intégration paysagère de l'installation sont réalisées, à la charge de l'exploitant.

Ces plantations sont réalisées conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 20 avril 2021 et complété le 17 mars 2022, et concernent en particulier la mise en place :

- de boisements complémentaires sur la rampe d'accès à l'ouvrage d'art et le merlon côté est de la RN 158 ;
- de haies champêtres sur les digues situées à l'est de la zone de stockage ;
- de haies champêtres le long des limites entre l'installation et les parcelles avoisinantes cultivées ;
- de plantations complémentaires le long du Chemin Haussé et à proximité de la salle des fêtes de Cauvicourt. »

### **ARTICLE 14 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Calvados pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 15 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Caen :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Calvados.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° du présent article.


Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **ARTICLE 11 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture du Calvados et le chef de l'unité bi-départementale Calvados-Manche de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Caen, le **15 MAI 2023**

Pour le préfet et par délégation  
La secrétaire générale

  
**Florence BESSY**

Une copie de cet arrêté est adressée à :

- Monsieur le directeur de la société SUEZ RV NORMANDIE
- Madame et messieurs les maires de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt, Gouvix et Urville
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, unité bi-départementale Calvados – Manche

## ANNEXE

Plan n°1 : Implantation des casiers restant à exploiter :



Plan n°2 : Profil de réaménagement final de la zone « Aucrais II » :

